

# La faillite d'un projet politique La continuité historique manquée des agrariens roumains

Sorina SOARE

Un simple regard sur l'actualité politique permet d'identifier un parcours bien à part de la jeune démocratie roumaine. Que ce soit par la violence de la rupture de 1989, les tendances autoritaires du début des années 1990, les sursauts réguliers des populistes <sup>1</sup> ou bien, le vaudeville politique du référendum pour la destitution du président, en mai 2007, la scène politique roumaine a pour les analystes l'attrait de l'inédit, du particulier, de l'exception. C'est avec cette clé de lecture que nous nous proposons d'aborder la question de la représentation des paysans dans la vie politique roumaine. Dans une perspective historique, le point de départ est la constitution en 1895 du parti paysan (PT). Dans un contexte institutionnel peu propice, quatre ans plus tard, le parti fondé par Constantin Dobrescu-Argeș cessait d'exister. Il allait être refondé au début du XX<sup>e</sup> siècle, à la veille de la révolte paysanne de 1907. Bénéficiant directement de l'ouverture démocratique confirmée par la réforme électorale <sup>2</sup>, il allait rapidement s'implanter dans l'Ancien Royaume, en Dobroudja et en Bessarabie, régions agraires par excellence. D'ailleurs, dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le parti tirait sa légitimité de la défense de la paysannerie et de la promotion de la réforme agraire <sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Pour une analyse des obstacles et des progrès de la jeune démocratie roumaine, voir S. SOARE, *Les partis politiques roumains après 1989*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2004.

<sup>2</sup> Lors des premières élections organisées après la première guerre, en 1919, le PT obtient 46% des voix et 137 mandats, dont la plupart dans l'Ancien Royaume (61 mandats) et en Bessarabie (72). En Transylvanie, le PT obtient seulement 4 mandats. Il descend à 12,5% des votes en 1920 et remonte à 18,5% en 1922. Le fief électoral du PT est la Bessarabie ; par ordre décroissant, le PT est bien représenté en Munténie, en Olténie, en Moldavie et en Dobroudja mais n'est guère présent en Bucovine. Voir M. IVAN, *Evoluția partidelor noastre politice în cifre și grafice 1919-1923. Studiu comparativ al rezultatelor oficiale ale alegerilor pentru Camera Deputaților din anii 1919-1932*, Sibiu, Krafft & Drotleff, 1933, p. 10.

<sup>3</sup> Au début du XX<sup>e</sup> siècle, la situation des paysans roumains restait particulièrement pénible. Ainsi, 4 171 propriétaires détenaient 57% des propriétés terriennes, un million de paysans en possédaient 34,1% et plus de 300 000 n'en avaient pas. Voir M. DOGAN, *Analiza statistică a*

Plusieurs cercles de réflexions et la revue *La Roumanie rurale* entretenaient ce débat, associé à la question plus générale de la modernisation.

En parallèle, l'origine de la représentation politique agrarienne est liée au parti transylvain : le parti national roumain (PNR). Le PNR puisait ses origines dans les conflits liés au clivage centre/périphérie dans l'Empire des Habsbourgs. Dans la foulée du printemps des peuples, l'Assemblée nationale de Blaj votait un programme politique dont le premier point réclamait « la liberté, l'égalité et l'indépendance nationale » des Roumains. Vingt ans plus tard, le PNR s'organisait officiellement en parti. En 1881, le parti regroupait tous les cercles électoraux des Roumains de Transylvanie, de Banat, de Crișana et de Maramureș dont les principales revendications étaient l'autonomie de la Transylvanie et l'utilisation officielle de la langue roumaine. L'unification de la Roumanie, garantie par le traité de Versailles, signifiait également l'entrée du PNR dans la compétition politique à Bucarest. Faute de données détaillées pour les élections de 1919, nous observons, de façon générale, que le PNR rallia la grande majorité des voix des Roumains de Transylvanie, d'autant plus que les autres partis ne s'étaient pas encore organisés dans les nouveaux territoires. Par la suite, cette tendance allait se renforcer et le PNR restait le parti le mieux organisé de Transylvanie, avec une organisation capillaire dans le territoire <sup>4</sup>.

Le parti national paysan (PNT) naît en 1926 de la fusion du PNR et du PT. Vacillant entre son identité nationale et paysanne, le PNT se montrait, dès ses débuts, hésitant par rapport à son identité, à la fois régionale, ethnique, paysanne et bourgeoise <sup>5</sup>. De ce point de vue, la confrontation entre l'aile nationale et l'aile paysanne avait empêché la création d'une identité autre que celle de chaque groupe interne due à ses propres origines.

A la fin de la seconde guerre mondiale, les lignages de cet héritage politique s'amalgament dans la foulée des réformes agraires communistes et de la création des coopératives agricoles. La question est d'autant plus ardue que, au sortir du régime communiste, nous identifions un décalage majeur entre le vote des paysans et le parti qui recolle les débris du parti historique des paysans, le PNT. Le Front du salut national (FSN) est l'intrus dans cet héritage, qui s'implante électoralement rapidement dans les régions rurales. Néanmoins, dans la forme, à défaut du fond, le PNTCD assure la continuité de sa représentation politique, même si, officiellement, il construit désormais son discours principalement autour des valeurs chrétiennes démocrates (d'où l'appellation actuelle de parti national paysan chrétien démocrate – PNTCD) et, surtout, des valeurs anticommunistes. Dans ce mélange identitaire, la valence anticommuniste est fortement privilégiée.

L'identité anticommuniste garantit au PNTCD une forte visibilité pendant les années 1990, et même une participation au gouvernement entre 1996 et 2000, en tant que membre de la coalition. Cependant, après 2000, les dynamiques changent et le destin de ce parti fondateur de la démocratie roumaine entre dans une zone d'ombre.

---

«*democrației parlamentare*» din România, Bucarest, Editura Partidului social-democrat, 1946.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 10.

<sup>5</sup> A. IONESCU, « La résurgence d'un acteur politique en Roumanie. Le Parti National Paysan Chrétien-Démocrate », *Studia Politica. Revista Română de Știință Politică*, 2/1, 2002, p. 155.

Dans l'opposition extraparlamentaire depuis huit ans, la position du PNTCD dans le champ politique roumain change radicalement : autrefois parti central du champ partisan, il est aujourd'hui un parti non pertinent d'un point de vue tant électoral qu'informel <sup>6</sup>.

C'est en suivant le parcours historique du PNTCD que nous allons essayer d'expliquer la faillite d'un projet politique qui débutait pourtant sous les meilleures auspices. Et cela même si la situation semblait se compliquer par l'ajout identitaire démocrate chrétien. Avec sa reconstitution en 1990, l'identité du PNTCD subit une modification par rapport à son héritage. Plus précisément, sans nier son identité agrarienne, le PNTCD postcommuniste se présente avant tout comme un parti démocrate chrétien. Dans les documents officiels, il a toujours refusé la thèse d'un réaligement et situé cette mutation dans la mouvance des débats internes du parti pendant les années 1940 <sup>7</sup>. Dans les faits, nous le verrons, une double explication pragmatique semble plus plausible. Tout d'abord, à la fin des années 1980, l'identité démocrate chrétienne est utilisée comme une opportunité stratégique afin de retisser les liens avec l'Europe *libre* <sup>8</sup>. En même temps, il s'agit d'un repli identitaire obligé, compte tenu de la forte implantation du FSN dans le monde rural <sup>9</sup>. D'ailleurs, après

---

<sup>6</sup> Symboliquement, de nos jours, le champion du discours anticommuniste est le président T. Băsescu. Le PNTCD a, ainsi, perdu le monopole de ce qui avait fait sa force pendant les années 1990.

<sup>7</sup> Avant la dissolution du parti, un groupe de militants du PNT, de confession uniate, « avait fondé un cercle d'études d'orientation personaliste dans le sillage de la pensée de Jacques Maritain et d'Emanuel Mounier » (A. IONESCU, *op. cit.*, p. 162). En même temps, dans un article paru dans le journal du PNTCD, *Dreptatea*, du 5 février 1991, Gabriel Țepelea se prononçait explicitement sur la légitimité d'une identité démocrate chrétienne qu'il plaçait en continuation directe avec les principes du PNT historique. A cette occasion, il rappelait la constitution entre 1945 et 1947 d'un cercle de réflexion à l'intérieur du parti qui mettait l'accent sur l'identité chrétienne. Néanmoins, l'utilité pour le présent était argumentée différemment : « Aujourd'hui », déclarait-il, « l'accent sur la morale chrétienne est davantage d'actualité à cause du vide éducationnel reçu des communistes et l'alignement sur la démocratie chrétienne élargit davantage l'audience du parti à d'autres catégories sociales – la paysannerie ne représentant plus aujourd'hui qu'un tiers de la population. Ajoutant aux considérations internes les liens avec 112 partis de « nuance » chrétienne, dont nombre de partis de gouvernement, la motivation de la nouvelle appellation du parti se justifie pleinement » (G. TEPELEA, « Pe marginea Conferinței PNTCD cu președinții din județe și din sectoarele Capitalei », *Dreptatea*, 5 février 1991).

<sup>8</sup> En juillet 1987, Corneliu Coposu profite de la visite de Jean-Marie Daillet (vice-président de l'Union européenne des démocrates-chrétiens – UECD) en Roumanie et communique à celui-ci l'intention du parti d'adhérer à l'UECD.

<sup>9</sup> Du point de vue du lieu de résidence, le FSN recrute ses électeurs en majorité dans le milieu rural et dans les petites villes, tandis que les grandes villes sont plutôt favorables aux partis de la coalition anticommuniste. Au niveau régional, le FSN fait de bons scores en Olténie, Munténie, Dobroudja et Moldavie. Pendant les années 1990, le vote rural se porte presque entièrement sur le FSN (sous ses différentes appellations Front démocratique du salut national – FDSN, parti de la démocratie sociale de Roumanie – PDSR, parti social-démocrate roumain – PSD). Cette préférence est l'effet direct de la réforme agraire qui avait précédemment alloué aux paysans 80% des terres privées et 65% des terres arables. Voir P. DATCULESCU, « Cum a votat

1989, le PNTCD recrutera son électorat notamment dans les zones urbaines, dans les couches éduquées de la population. Dans ces conditions, l'identité chrétienne démocrate du PNTCD est une greffe stratégique dont la réussite reste incertaine <sup>10</sup>.

Afin d'expliquer la faillite de ce projet politique, nous allons poursuivre notre analyse en deux étapes. Nous rappellerons quelques données statistiques concernant le monde rural en Roumanie avant d'esquisser l'historique du PNTCD en regroupant à la fois des données électorales et des éléments concernant le profil socioprofessionnel

---

România? O analiză a alegerilor generale și prezidențiale de la 27 septembrie 1992 », p. 43-61, *Revista de Cercetări Sociale*, 1, 1994, p. 53-60.

<sup>10</sup> D'un point de vue théorique, sur la base de la *carte conceptuelle* de Rokkan et Lipset, les partis chrétiens-démocrates puisent leurs origines, d'un côté, dans le conflit entre l'Etat-nation et ses tendances centralisatrices, de standardisation et de mobilisation et, de l'autre, dans les privilèges corporatistes historiquement établis par l'Eglise (S.M. LIPSET et S. ROKKAN, *Structures de clivages, systèmes de partis et alignement des électeurs : une introduction*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2008, coll. « UBlire », p. 33). Au début, l'enjeu fondamental de ce conflit concerna le contrôle de l'éducation et, à ce propos, D.-L. Seiler observe que, dans les pays où la confessionnalité de l'éducation est acquise, en Irlande ou au Québec, il n'y a pas eu d'émergence de parti catholique ou de la démocratie chrétienne (D.-L. SEILER, « Bilan des partis démocrates chrétiens et conservateurs à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle », in P. DELWIT (éd.), *Démocraties chrétiennes et conservatismes en Europe. Une nouvelle convergence ?*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2003, p. 42). Là où les Eglises nationales n'ont pas été contestées, il n'y a pas eu d'enjeu effectif de construction et d'alimentation d'un tel clivage. Cette genèse historique est circonscrite théoriquement et empiriquement au contexte occidental, l'Eglise orthodoxe n'y est pas représentée, d'autant plus qu'elle ne vit pas les mêmes défis ou, tout au plus, pas avec une intensité moindre. En Roumanie, les sécularisations gérées à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle n'aboutissent qu'à des contradictions temporelles et non à des luttes ou des conflits susceptible d'alimenter des clivages. D'ailleurs, compte tenu de la synchronisation de la modernisation politique avec l'acquis de l'indépendance, l'Eglise orthodoxe, nationale, est directement associée au processus de légitimation de la nouvelle construction étatique. De ce point de vue, les textes mêmes des différentes constitutions, que ce soit celle de 1866 ou celle de 1923, illustrent ce rapport d'interdépendance légitimatrice entre l'Etat et l'Eglise. Dès lors, les contradictions liées à la sécularisation du XIX<sup>e</sup> siècle débouchent sur un compromis, pas sur une lutte ou sur un conflit contagieux au niveau sociétal. Par rapport au présent, D. Sandu observe qu'en 1998, 3% des personnes interviewées dans une enquête plus large considèrent que le PDSR rassemblait la plupart des gens croyant en Dieu, le pourcentage similaire pour le PNL étant de 1% et de 4% pour la CDR, le PNTCD enregistrant un pourcentage à lui seul de 15%. En même temps, cette association est ambiguë car « ceux avec un plus haut degré de religiosité tendent à voter davantage PDSR que CDR. (...) Les personnes religieuses de 1995 ont dû se diviser suite à l'évolution politique. Une partie, probablement les plus pauvres, est restée fidèle au complexe symbolique PDSR + Ion Iliescu et, de l'autre côté, les plus nantis ont migré vers le pôle Constantinescu + CDR. L'indice de religiosité est égal pour les deux personnalités » (D. SANDU, *Spațiul social al tranziției*, Iași, Polirom, 1999, p. 80-83). Pour ces raisons, par rapport à l'identité démocrate chrétienne du PNTCD, nous plaidons davantage pour une ingénierie légitimante que pour une évolution doctrinaire qui correspondrait à la traduction politique d'un clivage réel. L'ajout d'une ligne de conflit qui ne caractérisait pas l'espace politique roumain suit, selon nous, la logique du mimétisme de *success story* (importation indirecte de l'expérience allemande et italienne) sans une base sociale cohérente, active ou potentiellement pertinente politiquement.

de ses électeurs. En guise de conclusion, nous tenterons d'expliquer l'impasse dans laquelle s'est brusquement trouvé le PNTCD en 2000 et les hésitations identitaires qui ont accompagné et accompagnent toujours le parti <sup>11</sup>.

### **Esquisse de la carte socio-économique roumaine au XXI<sup>e</sup> siècle**

Avant d'entamer l'esquisse de cette carte socio-économique de la Roumanie contemporaine, une précision s'impose. En remontant le fil de l'histoire, une frontière se dresse progressivement entre l'Est et l'Ouest de l'Europe. D'ailleurs, avec la géographie de Münster de 1544, une distinction nette était présentée entre les Occidentaux et « ceux qui ignorent les techniques modernes et sont noyés dans les superstitions, comme sont perçus les Russes » <sup>12</sup>. Ce décalage « technique » s'accroît notamment avec l'ouverture des découvertes géographiques et la mutation du centre économique de l'Europe du Sud vers l'Ouest du littoral atlantique. Lorsque l'Ouest entame sa modernisation économique et industrielle, l'Est reste confronté à une stratégie de défense devant les avancées de l'Empire ottoman. Entre-temps, à l'Ouest de l'Europe, l'économie d'échange dispersée laisse place à la prospérité des villes <sup>13</sup>. En même temps, à la suite de la découverte des Amériques, la Méditerranée perd peu à peu son influence au profit de l'Atlantique, ce qui accentue l'isolement économique de l'Europe orientale. En outre, à l'époque de l'Europe baroque, l'Ouest de l'Europe acquiert une dimension qui perdurera : le triomphe de la loi devant « l'image des despotes ottomans » <sup>14</sup>. Le développement du corps politique durant le siècle des Lumières accentue ce décalage et, symboliquement, pour Voltaire, dans son *Essai sur les mœurs*, le génie européen n'est pas présent dans les Balkans <sup>15</sup>. Ce n'est qu'avec le printemps des nations que l'Est est peu à peu réintégré dans le corps européen.

Au sortir de cette brève introduction, en décalage avec l'Occident, la Roumanie découvre, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, à la fois la révolution industrielle et la révolution nationale. En les regroupant sous le flambeau de la modernisation, elle essaie de rattraper le temps perdu et de réduire le fort déséquilibre entre le monde rural et le monde urbain, un frein pour sa modernisation. Le monde rural représente 83% de la population au début du XX<sup>e</sup> siècle et, malgré toutes les réformes et les transformations, reste amplement majoritaire jusqu'en 1981 quand la population urbaine devient majoritaire (tableau 1).

A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, ce pourcentage élevé de population rurale est faiblement représenté politiquement. La voix des paysans était pénalisée par un système électoral particulièrement élitiste. Organisés en lien direct avec les dispositions de la convention de Paris, les premiers collèges électoraux prévoyaient une représentation des paysans, mais sans un poids effectif. Par la suite, inspirée par l'expérience italienne, la loi électorale du 2 juillet 1864 prévoyait le droit de vote pour les paysans qui payaient

<sup>11</sup> Symboliquement à ce sujet, en 2005, le parti change d'appellation et devient le parti populaire chrétien démocrate mais, en 2006, il revient à l'appellation consacrée.

<sup>12</sup> A. DUȚU, *Ideea de Europa și evoluția conștiinței europene*, Bucarest, All, 1999, p. 34.

<sup>13</sup> F. BRAUDEL, *La dynamique du capitalisme*, Paris, Flammarion, 1985.

<sup>14</sup> A. DUȚU, *op. cit.*, p. 35.

<sup>15</sup> *Ibid.*, p. 37.

un impôt de 48 lei et le droit d'être élu pour les personnes ayant un revenu d'au moins 2 400 francs <sup>16</sup>. Dans ces conditions, dans un pays caractérisé par une très forte concentration des terres dans de grandes propriétés, peu nombreux étaient les paysans dotés du droit de vote. Les dispositions de la loi électorale annexée à la constitution de 1866 allaient conserver un caractère fortement élitiste et, de fait, « en 1866, le cens était bien plus élevé dans les Principautés qu'en Angleterre » <sup>17</sup>. En 1884, les modifications de la loi électorale apportent peu de changements ; les paysans obtiennent une légère modification du nombre de délégués <sup>18</sup>. Dans ces conditions, la représentation politique et la force électorale du monde rural étaient presque invisibles dans la Roumanie de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

**Tableau 1.** La structuration rurale/urbaine en Roumanie selon les huit derniers recensements en % de la population

Milieu	1912	1930	1948	1956	1966	1977	1992	2002
Urbain	16,3	21,4	23,4	31,3	38,2	43,6	54,3	52,7
Rural	83,7	78,6	76,6	68,7	61,1	56,4	45,7	47,3

Source : Institut national de statistique, 2003.

Au sortir de la première guerre, la Roumanie connut plusieurs politiques de réforme, aux niveaux politique, économique et social. Compte tenu de sa structure socio-économique, montrant un fort déséquilibre entre le rural et l'urbain, les modifications censées être les plus radicales ont concerné le monde agricole. Après les quelques changements du XIX<sup>e</sup> siècle <sup>19</sup>, c'est la fin de la première guerre qui amène les enjeux agricoles sur l'agenda politique. En ce sens, les décrets lois des 14 et 15 décembre 1918 lancent la réforme en expropriant les terrains de tous les sujets étrangers par naissance, mariage ou naturalisation. En outre, 2 000 000 ha de terres

<sup>16</sup> M. DOGAN, *op. cit.*, p. 7.

<sup>17</sup> *Ibid.*, p. 9.

<sup>18</sup> *Ibid.*, p. 10.

<sup>19</sup> Les effets de la loi rurale de 1864 furent modestes et la situation des paysans empira par la suite. En 1879, 48 000 paysans reçurent des terres mais 79 000 d'entre eux restaient sans terre. En 1888, une révolte paysanne ébranla le gouvernement. Dans la recherche d'une solution, des structures de crédits agricoles furent créées, dont la Société de crédit rural en 1873 (modifiée en 1882 et 1903), la Banque agricole en 1894 (son statut est modifié une année plus tard) et le Crédit agricole en 1882. Ces institutions mettaient à la disposition des paysans jusqu'à vingt-deux millions de francs par an, mais à cause du manque d'informations et des effets pervers de l'incapacité de remboursement des crédits, la situation générale de la propriété agricole cache une crise de plus en plus aiguë. La révolte de 1907 traduit cette tension. Un rapport de cette période, à l'intention du roi Charles I<sup>er</sup>, illustre les enjeux de la crise : 1 563 personnes détenaient 3 000 000 ha avec des propriétés de plus de 500 ha, sur un total de 8 000 000 ha disponibles au niveau du pays ; en même temps, 3 000 000 ha représentaient des propriétés de 10 ha ou plus petites (N. R. CAPITANEANU, *Raport prezentat domnului ministru de finanțe asupra recensământului fiscal din 1905*, Bucarest, 1906). Apud M.M. KNIGHT, « Peasant Co-operation and Agrarian Reform in Rumania », *Political Science Quarterly*, 35/1. 1920, p. 4, 6, 7, 12.

furent expropriés en fonction d'un système progressif que reprendra la loi de 1921<sup>20</sup>. Les textes qui appuient la réforme introduisent un barème progressif de restructuration des domaines agraires. Ainsi, les possesseurs de 105 ha peuvent garder 104,6 ha, ceux de 200 ha, 165,7 ha tandis que les propriétés de 300 ha sont réduites à 201,1 ha<sup>21</sup> et ainsi de suite. Les terres ainsi obtenues sont redistribuées aux paysans, la surface de départ est 2 ha. Sur la base de cette loi, « les grands propriétaires du Vieux Royaume, de Bessarabie et de Bucovine perdent presque tous leurs domaines. Mais, malgré des réformes, la forme d'agriculture prédominante reste l'agriculture de la paysannerie, une forme d'exploitation menée par des familles individuelles, avec une technologie primitive, une surpopulation des régions agraires et une concentration de la production sur les exportations »<sup>22</sup>.

La réforme a pourtant des effets biaisés. Avec seulement 0,8% du nombre total d'exploitations agricoles, les propriétés de plus de 500 ha conservent 17,08% du total des superficies des exploitations agricoles. Le poids des propriétés supérieures à 50 ha représente dans la même logique 1,47% du nombre total d'exploitations agricoles pour 32,33% du total des superficies d'exploitation. Comme pendant suggestif à ce tiers des superficies agricoles détenues par moins de 2% des exploitations, notons que le type de propriété prédominant est celui de moins de 5 ha, les propriétés inférieures à 1 ha représentant 18,6% du total des exploitations agricoles, celles détenant entre 1 et 3 ha représentant 33,5% et celles de 3 à 5 ha représentant 22,8%<sup>23</sup>.

Cette tendance à la prédominance des propriétés de 5 ha s'accroît : en 1941, elles représentaient 76,5% du nombre total des propriétés agricoles, pour 32,1% des superficies agricoles disponibles, tandis que les propriétés de plus de 1 000 ha représentent désormais 5,4% des superficies exploitables ou 0,1% du total des propriétés. Pour effectuer un parallèle avec la situation de 1930, le poids des propriétés supérieures à 50 ha passe à moins de 0,5% du nombre total des propriétés agricoles, pour néanmoins 19% des superficies exploitables<sup>24</sup>. Cette situation s'explique à la fois par l'endettement progressif des paysans dû aux carences législatives internes mais, également, par les effets pervers de la situation internationale de crise économique. La masse de paysans qui se retrouvent sans terres augmente et la capacité d'absorption par les villes et l'industrie de ce surplus de main-d'œuvre reste très limitée, la dégradation de leur niveau de vie étant désormais importante.

<sup>20</sup> Trois textes légaux réglementent cette réforme en fonction des pré-conditions spécifiques à chaque région, autour de lignes générales communes : « Reforma agrară în Bucovina » (décret n° 3608), *Monitorul Oficial*, 93, 30 juillet 1921 ; « Reforma agrară în Transilvania, Banat, Crișana și Maramureș » (décret n° 3610), *Monitorul Oficial*, 93, 30 juillet 1921 ; « Reforma agrară din Oltenia, Muntenia, Moldova și Dobrogea » (Vechiul Regat) (décret n° 3093), *Monitorul Oficial*, 8, 17 juillet 1921.

<sup>21</sup> M.M. KNIGHT, *op. cit.*, p. 20.

<sup>22</sup> K. HITCHINS, « Historiography of the Countries of Eastern Europe : Romania », *The American Historical Review*, 97/4, 1992, p. 1069.

<sup>23</sup> I. SCURTU, « Viața cotidiană a românilor în perioada interbelică », in I. SCURTU, G. BUZATU (éd.), *Istoria românilor în secolul XX*, Bucarest, Paideia, p. 59.

<sup>24</sup> L. COLESCU, *Statistica electorală. Alegerile generale pentru corpurile legiuitoare din 1907 și 1911*, Bucarest, 1913, p. 66 cité par M. DOGAN, *op. cit.*, p. 57.

En parallèle, la réforme électorale du 16 novembre 1918 confirme un régime électoral basé sur un vote universel, égal, direct, secret et obligatoire. Neuf ans plus tard, une nouvelle loi électorale est adoptée, dont la principale modification concerne l'imposition du système de la prime majoritaire. Dans ce nouveau cadre institutionnel, à un niveau systémique, dans un contexte de faible niveau d'éducation <sup>25</sup>, de fort clientélisme politique et avec les limites institutionnelles du régime politique de l'époque <sup>26</sup>, les paysans restent peu impliqués politiquement. Leur représentation politique est officiellement assurée par le PT et, par la suite, par le PNT.

Utilisant les avantages du système électoral, après 1926, le PNT s'impose comme un des piliers du système politique roumain de l'entre-deux-guerres. Mais d'après des études sociologiques sur les députés roumains du début du XX<sup>e</sup> siècle, une faible corrélation existe entre le profil des élus et les électeurs des partis. Ainsi, durant la législature 1928-1931, le PNT détient 90% des mandats de députés et compte uniquement deux paysans et un coopérateur ; 10% de ses élus sont des propriétaires terriens <sup>27</sup>. Il ne s'agit certes pas d'une spécificité roumaine. Néanmoins, le mécanisme de la « dote du gouvernement » <sup>28</sup> – autrement dit « la masse des électeurs qui, encadrée ou non dans un parti, avec ou sans engagements politiques permanents envers un parti, vote toujours « pour le gouvernement », indépendamment du parti qu'il incarne » <sup>29</sup> – rend la représentation des paysans en Roumanie encore plus difficile. La permissivité de la dote est particulièrement élevée dans les régions du Sud, en Bessarabie et dans l'Ancien Royaume, zones rurales par excellence. Il ne faudrait pas pour autant associer le monde paysan à une inconstance électorale chronique car le PNT est le parti qui bénéficie le moins de la dote. Ce paradoxe apparent s'explique en reliant le PNT à son réservoir principal de votes qui se situe non dans le Sud du pays mais dans le Banat, la Transylvanie et la Bucovine.

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, tandis que s'installe peu à peu le régime communiste, un des premiers gestes du gouvernement Groza concerna une réforme agraire qui expropriait toutes les propriétés agricoles des collaborateurs, des criminels de guerre et de ceux qui détenaient plus de 10 ha de terres mais ne les avaient pas exploités pendant les sept dernières années. 143 319 propriétés furent ainsi expropriées et 1 057 674 ha furent distribués à 796 129 paysans, ce qui représente en moyenne 1,3 ha par personne <sup>30</sup>. Dans la perspective des élections de 1946, cette réforme était censée rapprocher les paysans du parti, réticents jusqu'alors. Or, cette réforme aura un effet boomerang car « les communistes réveillaient l'appétit des paysans pour la propriété terrienne, ce qui les déterminera plus tard à s'opposer davantage à la

---

<sup>25</sup> Dogan observait que la Roumanie était dans cette période le pays qui comptait le plus grand nombre d'analphabètes. *Ibid.*, p. 40.

<sup>26</sup> Bien qu'ayant toutes les institutions d'une démocratie, *de facto*, le système politique roumain de l'époque ressemble davantage à une « démocratie mimée ». M. DOGAN, « Dansul electoral în România interbelică », *Revista de Cercetări Sociale*, 2/4, 1995, p. 13.

<sup>27</sup> M. DOGAN, *Analiza...*, p. 58-60.

<sup>28</sup> Voir M. IVAN, *op. cit.*, p. 28-31.

<sup>29</sup> *Ibid.*, p. 28.

<sup>30</sup> Gh. IONESCU, *Comunismul în România*, Bucarest, Litera, 1994, p. 141.



collectivisation »<sup>31</sup>. Mais cette réforme touche visiblement la base économique de l'ancienne élite politique. En même temps, elle traduit les lignes directrices de la politique économique dictée par Moscou. La création successive des Sovrom obéit à la même logique. Ainsi, un processus de collectivisation (1949-1956) est entamé qui, en parallèle à un processus d'industrialisation, a comme résultat la déruralisation de la Roumanie et la destruction de l'identité économique et sociale de la paysannerie roumaine<sup>32</sup>. Ainsi, en 1989, 86% de la surface agricole utile appartenait à des exploitations d'Etat et les agriculteurs indépendants en possédaient à peine 12%. D'ailleurs, sur la base du recensement de 1992, Veress Eniko observe que le poids de la population rurale reste le plus haut en Roumanie avec 45,7%, pour 31% en Bulgarie, 37,4% en Pologne et 34,3% en Hongrie.

En 1991, la loi 18 est adoptée, visant au démantèlement des propriétés collectives. Cette loi engendre une fractionalisation excessive des lopins de terres, avec des conséquences négatives directes sur la productivité. A raison de 10 ha maximum par famille, le résultat de la réforme aboutit à la création de 5 à 7 millions de micropropriétés agraires. Personne ne pouvait posséder plus de 100 ha et la vente de ces terres était interdite pendant dix ans. Suite à cette réforme, les terres privées sont passées de 1,4 million d'hectares en 1989 à 10,3 millions d'hectares en 1991<sup>33</sup>. Mais l'efficacité de cette action se heurta rapidement à des problèmes techniques qui firent que, sans outillages agricoles restés propriété de l'Etat, les lopins de terre étaient travaillés avec des moyens archaïques, de faible productivité. C'est ainsi une agriculture de subsistance qui peut être identifiée<sup>34</sup>. Les premières lois réglementant la transformation de l'agriculture après 1989 sont d'ailleurs considérées comme des « solutions de répartitions et pas de constructions »<sup>35</sup>. Les modifications apportées par la loi 169/1997 règlent partiellement les problèmes.

De nos jours, en Roumanie, avec cinq millions de petites exploitations familiales, l'agriculture paysanne est encore très présente. Effet pervers de la transition, à la fin des années 1990, la population occupée dans l'agriculture continue de croître ou, autrement dit, nous assistons à un processus de désindustrialisation et de ré-agrarisation. Dès lors, au début du XXI<sup>e</sup> siècle, la Roumanie a « un caractère rural, paysan et villageois (...). La Roumanie entre dans le troisième millénaire à la deuxième place en Europe (après la Pologne) du point de vue de la population rurale, qui représente

<sup>31</sup> *Ibid.*

<sup>32</sup> E. VERESS, « De/Rețărănizare în România după 1989 », *Sociologie Românească*, 3, 1999, [http://www.sociologieromaneasca.ro/numere/3\\_1999.htm](http://www.sociologieromaneasca.ro/numere/3_1999.htm) ; Gh. FLORESCU, « O dramă aproape uitată și neînțeleasă », *Convorbiri literare*, juin 2005, <http://convorbiri-literare.dntis.ro/FLORESCUiu5.htm>.

<sup>33</sup> « Politiques de l'eau et agriculture FAO : Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture », Matériel statistique préparé par la FAO sur la base des renseignements disponibles au 1<sup>er</sup> août 1993, *Collection FAO : Agriculture*, 26 ISSN 0251-1460, Rome.

<sup>34</sup> D. SANDU, « Cine sunt antreprenorii din agricultura de tranziție ? », *Sociologie Românească*, 1, 1999, p. 33.

<sup>35</sup> I. BĂDESCU, « Structura socială și clasa intermediarilor în mediul rural. Dictatura oligarhiei financiare și agricultura de subzistență (familială) », *Sociologie Românească*, 1, 1999, [www.sociologieromaneasca.ro/numere/1\\_1999.htm](http://www.sociologieromaneasca.ro/numere/1_1999.htm).

51,4% de la population occupée, et à la même place (avec l'Albanie) du point de vue de la population occupée en agriculture, représentant 36,8% du total de la population active, six fois plus nombreuse que la moyenne européenne. En même temps, le poids de l'agriculture dans le PIB est onze fois plus grand en Roumanie que dans l'Union européenne »<sup>36</sup>. Cette population rurale a un profil sociologique significatif : plutôt âgée (41,2% de plus de 50 ans), avec une tendance au rajeunissement par rapport au poids de la tranche d'âge de 15 à 24 ans, un faible niveau d'instruction (80% ont suivi au maximum huit ans d'études), une situation économique précaire (en 1998, 30,9% de la population rurale et 49,7% des paysans se situaient au-dessous du seuil de pauvreté)<sup>37</sup>. Par conséquent, le retour vers l'agriculture est un essai pour éviter les effets de la déstructuration économique post-1989, retour qui se fait sous le signe de la survie plutôt que de la réussite.

Jusqu'il y a peu, d'un point de vue politique, le vote de ce monde rural allait renforcer les résultats électoraux du FSN et de son héritier, le PSD. D'ailleurs, au niveau des membres du parti, en 2004, les paysans (71 337) représentaient la troisième catégorie la plus importante après les ouvriers (162 625) et les retraités (102 302)<sup>38</sup>. Compte tenu des dernières dynamiques de la scène politique roumaine, de la crise du PSD à la popularité du président T. Băsescu, les préférences de l'électorat roumain subissent des transformations importantes. Dans cette optique, le vote du monde rural change également. A ce propos, selon le baromètre de l'opinion publique d'octobre 2006, le monde rural semble donner sa préférence à Corneliu Vadim Tudor et à Gigi Becali, les hérauts du national-populisme roumain<sup>39</sup>. Mais il ne faudrait pas se laisser tromper par les chiffres. Le paysan est un des grands perdants de la transition et, en même temps, le plus passif au niveau politique<sup>40</sup>. Son vote reste un vote pour le pouvoir et pas un vote cohérent avec un parti qui représente ses intérêts.

<sup>36</sup> A. BULAI, V. MIHĂILESCU, « Țărănimea – actor și problemă: Strategii de dezvoltare locală și strategii de comunicare în perspectiva integrării în Uniunea Europeană », *Harta Actorilor și problema aderării României la Uniunea Europeană*, Fundația pentru o Societate Deschisă, mai 2003, p. 1.

<sup>37</sup> *Ibid.*, p. 1-2.

<sup>38</sup> *Raport privind activitatea Partidului Social Democrat 2001-2004*, p. 18.

<sup>39</sup> *Barometrul de Opinie Publică – Ediția octombrie 2006. Profiluri electorale*, 112 p. Pour plus de détails concernant les deux partis : S. SOARE, « L'élargissement du spectre partisan vers les extrêmes. Le parti populaire Grande Roumanie et ses ambitions de pouvoir », in P. DELWIT et Ph. POIRIER (éd.), *Extrême droite et Pouvoir en Europe. The extreme right parties and power in Europe*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, p. 69-84.

<sup>40</sup> Dans une étude de terrain à la veille des élections de 1996, l'anthropologue V. Mihăilescu rappelait une discussion avec un paysan qui exprimait sa préférence de vote pour Ion Iliescu. Pour motiver son choix, l'interlocuteur de V. Mihăilescu répondit naturellement : « Parce qu'il est au pouvoir ! ». Si Constantinescu avait été au pouvoir, il aurait voté pour lui. Le vote pour le pouvoir représente ainsi une longue lignée de comportement électoral en Roumanie, utilisée, depuis les origines de la Roumanie moderne, comme une pratique de légitimation démocratique, fût-elle biaisée. A ce propos, récemment, dans le volume édité par P. STAHL, des observations similaires à celles de V. Mihăilescu sont rappelées à propos du village Nereju, où, pendant l'entre-deux-guerres, le vote se faisait dans la même logique. En outre, les membres de la même famille étaient représentés dans des partis différents, maximisant les chances d'une

A l'issue de ce panorama général, une observation s'impose. La force numérique du monde paysan roumain, comparable avec le cas polonais, est jusqu'à présent inactive au niveau politique. Le vote rural est de plus en plus canalisé par les formations populistes, qui utilisent un registre discursif conservateur et une politique de la proximité. De ce point de vue, les villages reconstruits par G. Becali après les inondations ou l'appui financier pour l'érection d'églises dans les villages sont très significatifs. De la même manière, C.V. Tudor idéalise souvent le monde paysan en tant que source de la *roumanité non pervertie* qu'il exalte avec des renvois à des symboles nationalistes.

### **Les méandres du PNTCD : d'un parti agrarien à un parti démocrate chrétien en passant par l'anticommunisme**

Analyser le parcours du PNTCD oblige, notamment au nom de sa catégorisation en tant que parti historique, à garder une perspective chronologique large. Le lien avec le passé est d'ailleurs ouvertement utilisé par le PNTCD pour renforcer sa légitimité dans le présent en tant que parti victime du régime communiste et, par conséquent, confirmer son caractère démocratique <sup>41</sup>.

En remontant le fil de l'histoire, le parti tire ses origines à la création en 1926 du PNT. Fruit d'une union politique complexe <sup>42</sup>, le PNT hésitera tout au long de son histoire entre deux composantes régionalement et idéologiquement distinguées : le PT était davantage implanté dans les couches paysannes du Sud et de l'Est du pays tandis que le PNR représentait plutôt la bourgeoisie et la classe moyenne de la Transylvanie et du Banat <sup>43</sup>. Un conflit interne constant entre ces deux directions rongea le parti tout au long de son existence. Ces difficultés internes influent également sur la stabilité des gouvernements auxquels le PNT participe avec régularité après 1926. A ce propos, arrivé au pouvoir suite aux élections de 1928, le PNT organise pas moins de huit gouvernements en quatre ans. En parallèle, les scissions du parti s'accroissent. Revenu au pouvoir pour une courte période, en 1932, le PNT suit, par après, le même parcours que les autres partis roumains et est dissous en 1938.

Toute analyse du PNT pendant l'entre-deux-guerres ne peut ignorer la question organisationnelle. Bénéficiant d'un ancrage territorial de classe dans le Sud et l'Est du pays, à travers les électeurs du PT, et d'une valorisation des votes roumains de Transylvanie, par le biais du PNR, le PNT bénéficie d'une des structures organisationnelles les plus étoffées de l'espace politique roumain. Cette structure

---

constance à la direction du village. Voir P. STAHL (éd.), *Cum s-a stins Țara Vrancei*, Bucarest, Paideia, 2003.

<sup>41</sup> Cette image de la résistance est renforcée également par l'association du parti avec d'anciens détenus politiques : Corneliu Coposu, Ion Diaconescu, etc.

<sup>42</sup> Cette union, observe avec justesse A. Ionescu, « s'explique moins par l'affirmation d'un projet de société que par la volonté de créer à tout prix un contre-poids politique à la domination libérale ». A. IONESCU, *op. cit.*, p. 157.

<sup>43</sup> A. STAN, *Ion Mihalache. Destinul unei vieți*, Bucarest, Editura Saeculum I.O., 1999, p. 299.

organisationnelle capillaire garantit au parti à la fois une forte cohérence numérique au niveau des votes et une cohérence régionale <sup>44</sup>.

Après 1938, la série noire des déviances autoritaires du roi, des légionnaires et, plus tard, du maréchal Antonescu met un terme au destin politique du PNT. Victime des procès communistes et de la dissolution du parti en juillet 1947, le PNT entre dans sa deuxième période historique : l'illégalité, avec 13% de ses effectifs revendiqués mis en prison <sup>45</sup>. A partir de 1947, l'organisation du parti cesse d'exister malgré les essais de nombre de ses leaders de maintenir un réseau informel qui allait rassembler des membres du PNT, notamment Emil Ghilezean, Grigore Gafencu et Ion Rațiu. C'est sur la base de ce réseau et en profitant des réseaux personnels de la diaspora qu'en 1987, Corneliu Coposu profitera de la visite du vice-président de l'UECD en Roumanie et communiquera à celui-ci l'intention du parti d'y adhérer.

Il ne faudrait pas pour autant associer cette période à une continuation, même partielle, au niveau organisationnel. Les réseaux informels sont plus des cercles d'amis que des cercles à vocation politique effective. Le PNTCD allait néanmoins soutenir la thèse de la continuité. Dans un volume *in memoriam* C. Coposu, I. Diaconescu se rappelait : « dans la période qui suivit les libérations des prisons, avec de grands risques et sacrifices, au prix d'interminables enquêtes, perquisitions, poursuites et nouvelles arrestations, le PNT a continué d'exister et de lutter, et cela est dû principalement à Corneliu Coposu. C'est ainsi que s'explique le fait que quarante-deux ans après la dissolution du parti et l'extermination dans des prisons de ses leaders, il ait pu réapparaître, dès les premières heures de la révolution de décembre 1989. Il n'a pas réapparu car, en réalité, il a toujours existé » <sup>46</sup>.

Au niveau organisationnel, le parti retrouve une structure cohérente immédiatement après les événements de décembre 1989 et, dès le mois de janvier, le PNTCD s'enregistre auprès du Tribunal de Bucarest. Sa carrière politique sera marquée par un refus intransigeant de toute collaboration ultérieure avec le FSN-PDSR-PSD.

Les débuts sont particulièrement difficiles. Le régime communiste avait à la fois démantelé les réseaux du parti au niveau du territoire mais surtout changé la structure de la population. Dès lors, en 1990, avec moins de 3% des voix au Parlement, le PNTCD apparaît comme un parti mineur sur une scène politique monopolisée par le FSN. Mais, dès le mois de décembre 1990, le PNTCD, en collaboration avec deux autres partis historiques (le parti national libéral – PNL et le parti social-démocrate roumain – PSDR), les écologistes et l'alliance de la minorité magyare (RMDSZ)

---

<sup>44</sup> En 1926, alors qu'il était dans l'opposition, le PNT obtient 28% des voix au niveau national, résultat qui illustre son degré de pénétration territoriale, contournant les effets pervers de la « dote » électorale. A ce propos, il puise la plupart de ces votes en Transylvanie, restant néanmoins bien implanté au Sud du pays. Aussitôt après, en 1928, le PNT réussit à rassembler le plus important score électoral obtenu par un parti politique en Roumanie après la guerre, à savoir 78% des voix. M. IVAN, *op. cit.*, p. 11.

<sup>45</sup> A. IONESCU, *op. cit.*, p. 159.

<sup>46</sup> I. DIACONESCU, « PNTCD, condus de Corneliu Coposu, nu a reapărut pentru că de fapt el a existat permanent », *Dreptatea*, novembre 1995, texte reproduit in *Corneliu Coposu în fața istoriei*, Institutul pentru Analiză și Strategie Politică Iuliu Maniu, Fundația Hanns Seidel, Bucarest, Editura Metropol, 1996, p. 348.

signent un protocole de constitution de la Convention nationale pour l'instauration de la démocratie (CNID). Un an plus tard, une alliance électorale, sous l'appellation de la Convention démocratique de Roumanie (CDR), est établie. Rassemblés par une identité négative – l'anticommunisme incarné symboliquement par la proclamation de Timișoara du 11 mars –, les partis ne peuvent pas ignorer leurs divergences et, à la veille des élections de 1992, un membre important se retire : le PNL. Dans cette nouvelle composition, le centre de gravité est assuré par le PNTCD. Symboliquement d'ailleurs, le candidat appuyé par C. Coposu, E. Constantinescu, est le candidat de la CDR pour les élections présidentielles <sup>47</sup>.

La CDR réalise le deuxième score lors des élections législatives et obtient 82 mandats, à la Chambre et 37 au Sénat. Dans la compétition présidentielle, le candidat de la CDR arrive au deuxième tour et obtient 38,57% des voix. En bref, le monopole électoral du FSN de mai 1990 se défait ainsi non seulement par rapport à la formation partisane, mais également par rapport à son leader. C'est le moment de la confirmation d'une alternative, dont le PNTCD est l'artisan et, surtout, le premier bénéficiaire. De fait, sur la base des accords préélectoraux, le PNTCD obtient 41 des mandats de la CDR à la Chambre et 21 au Sénat. Il apparaît désormais, comme le deuxième plus important parti de la scène politique roumaine. Les résultats des élections de 1990 sont ainsi vite oubliés.

Le profil socio-professionnel des électeurs de la CDR est très éloquent pour le message que celle-ci et, en particulier, le PNTCD promeuvent. L'anticommunisme, la réforme économique rapide et, pour le début des années 1990, l'appui à un retour du roi Michel sont des messages qui percent surtout dans les couches plus éduquées, dans les milieux urbains. Les analyses sociologiques des élections de 1992 ne permettent pas de distinguer clairement l'électorat du PNTCD de celui de la CDR. Mais on constate que la CDR réussit une percée importante dans le Banat et en Transylvanie, fiefs traditionnels du PNT avant la seconde guerre. Néanmoins, la thèse de la continuité nous semble assez hasardeuse car l'âge, les mutations de populations, les changements économiques rendent cette continuité seulement apparente. L'explication réside surtout dans le rapport urbain/rural dans cette partie de la Roumanie, davantage urbanisée que l'Est du pays.

Par rapport aux tranches d'âge, la CDR a une meilleure pénétration dans l'électorat jeune, est surreprésentée chez les moins de 34 ans, avec un niveau d'éducation moyen ou supérieur et qui résident dans les zones urbaines.

En même temps, avec la plus forte pénétration dans les grandes villes (34%) et occupant la deuxième position dans les villes moyennes (22%), la CDR obtient seulement la moitié des votes obtenus par le FDSN dans le milieu rural (18%). Selon Dăculescu, ce vote majoritairement rural, malgré une tradition historique du PNTCD, s'explique par les effets de ce que nous pourrions appeler une mémoire récente. « La population rurale et celle des petites villes avaient des intérêts communs. Ces groupes ont été affectés positivement par l'accès à la propriété lancé sous la présidence de Ion

---

<sup>47</sup> A. RADU, *Nevoia schimbării. Un deceniu de pluripartidism în România*, Bucarest, Editura Ion Cristoiu, 2000, p. 169-170.

Iliescu »<sup>48</sup>. C. Coposu y voyait une cause organisationnelle : en 1990, le PNTCD n'avait pas pu percer dans les villages, étant souvent boycotté par le FSN. En 1992, cette pénétration est améliorée mais sans un basculement important : « pour l'instant », déclarait Corneliu Coposu, « la réalité est que nous n'avons pas pu pénétrer dans les villages comme nous l'avions programmé et que le monde des villages est désinformé par rapport à nos objectifs »<sup>49</sup>.

Ces caractéristiques de l'électorat de la CDR sont confirmées par d'autres études portant sur la période 1992-1995. Ainsi, D. Sandu observe que « l'électeur potentiel pour les partis d'opposition libéraux ou historiques est prioritairement un électeur idéologique et de ressources ; il appuie le développement de l'économie de marché et de la démocratie, a un niveau d'éducation élevé et habite surtout dans les zones développées »<sup>50</sup>. En bref, à la veille des élections de 1996, le PNTCD et le PNL, souvent associés dans les études sociologiques, s'appuient sur un électorat urbain, jeune et masculin.

Les élections de 1996 représentent un tournant important dans la structuration du champ politique roumain. Pour la première fois depuis 1990, l'alternance politique semblait possible. Mais le PNTCD subit un coup dur avec le décès tout récent de son leader historique, C. Coposu. Dans ces conditions, le nouveau programme du PNTCD insiste sur la nécessité d'une reconstruction morale de la société, basé sur trois institutions fondamentales : la famille, l'école et l'Église. Le renvoi aux principes classiques de la démocratie chrétienne est évident mais le message principal reste l'anticommunisme.

Les élections qui suivent consacrent le triomphe de la stratégie de reconstruction du PNTCD. La CDR, gravitant autour du PNTCD, et son candidat, E. Constantinescu, en sortent victorieux. Le PNTCD envoie au Parlement 83 députés et 27 sénateurs. Cette position lui assure la présidence du gouvernement.

Mais le point culminant dans l'histoire du parti marque le début d'une fin précipitée. « L'arrivée au pouvoir peut aider ou blesser un parti »<sup>51</sup> et, pouvons-nous ajouter, le manque d'expérience coïncide, le plus souvent, avec la deuxième variante, ce qui permet de mieux comprendre l'échec du PNTCD. La victoire électorale ne renforce pas le PNTCD, confronté à une situation inouïe : le manque de cadres spécialisés dans la gestion des différentes institutions du pays. Au-delà d'un déficit de capital technique, de connaissance effective des rouages du système, le PNTCD se heurte à l'hétérogénéité idéologique de ses partenaires. En même temps, le parti est phagocyté par une lutte des clans et nombreux sont les scandales de corruption et de népotisme qui le touchent. Dans ces conditions, les hémorragies se multiplient et plusieurs partis se réclament désormais de l'héritage du PNTCD historique.

<sup>48</sup> P. DĂTCULESCU, *op. cit.*, p. 55.

<sup>49</sup> C. COPOSU, « Calitatea de intelectual nu îndreptățește înființarea unui partid », *Revista* 22, 20, 27 mai-2 juin 1993, p. 9 *apud* P. DĂTCULESCU, *op. cit.*, p. 55.

<sup>50</sup> D. SANDU, *Sociologia tranziției. Valori și tipuri sociale în România*, Bucarest, Staff, 1996, p. 142.

<sup>51</sup> H. KITSCHLITZ, *The transformation of European Social Democracy*, New York, Cambridge University Press, 1996, p. 69.

En quatre ans de pouvoir, plusieurs scissions affaiblissent le PNTCD. La cause principale est sa faiblesse organisationnelle. Il ne réussit pas à assurer sa fonction de recrutement du personnel politique sans mettre en danger la stabilité de sa base. Symboliquement, dans ce circuit de la sélection du personnel de gouvernement, le PNTCD échoue à gérer les tensions entre les anciens et les *outsiders*<sup>52</sup>. Les frustrations des membres anciens s'accumulent car, faute de personnel qualifié, le parti privilégie des sources de recrutement extérieures<sup>53</sup>. Son échec organisationnel<sup>54</sup> induit une image générale de désorganisation, de chaos, qui le décrédibilise encore. Cette faiblesse organisationnelle est également liée à l'absence d'identité claire : derrière l'anticommunisme, plusieurs courants d'opinions et plusieurs réseaux d'intérêts (régionaux, religieux, économiques, etc.) empêchent la consolidation organisationnelle.

En même temps, dans un contexte de crise économique, le PNTCD est perçu comme le bouc émissaire d'une réforme économique aux coûts sociaux élevés. Il capitalise ainsi les bas taux de confiance du gouvernement et des institutions politiques<sup>55</sup>.

De plus, dans la perspective des élections de 2000, le parti fait deux erreurs stratégiques. D'un côté, le PNTCD s'obstine à adopter comme message principal l'anticommunisme. Dix ans après les événements de 1989, la concentration presque exclusive sur le procès du passé ne porte pourtant plus ses fruits. De l'autre côté, le PNTCD rate le calcul stratégique de ses alliances électorales. Au début de l'année 2000, la CDR s'avère un tourbillon de forces politiques indomptables. Dans ces conditions, le PNTCD néglige le nouveau seuil électoral et forme une alliance politique avec des partis minuscules, pour la plupart des scissions parlementaires sans expérience dans la compétition électorale. La création de la CDR 2000 s'avère suicidaire d'un point

---

<sup>52</sup> L. Stefan observe que des onze membres du bureau central de direction du PNTCD, seuls trois se retrouvent dans la composition des gouvernements. « Partidul Național Țărănesc-Creștin Democrat. Recrutare și performanța politică », in A.-P. ILIESCU (éd.), *Mentalități și instituții*, Bucarest, Ars Docendi, 2002, p. 176-177.

<sup>53</sup> L. Stefan identifie, à ce propos, plusieurs filières externes de promotion qui évitent la direction officielle du parti. Il s'agit, à la fois, d'Emil Constantinescu, de la Solidarité universitaire, de l'Alliance civique. Ainsi, plus en détail, « Virgil Petrescu est membre du Comité directeur et du Secrétariat permanent de la Solidarité universitaire de Bucarest avant de devenir membre du PNTCD (...). Radu Sârbu, Nicolae Noica et Ion Caramitru sont des membres fondateurs de l'Alliance civique. Sârbu devient membre du PNTCD en 1991, Noica en 1992. Seul Caramitru ajourne son adhésion jusqu'à ce qu'il devienne ministre, en 1997. Andrei Marga, nommé probablement sur cette même filière, avec l'appui d'Emil Constantinescu, deviendra lui aussi plus tard membre PNTCD, bien après avoir reçu la direction du ministère de l'Éducation ». *Ibid.*, p. 176.

<sup>54</sup> D'après nos recherches de terrain, le PNTCD se présentait dans les années 1990 comme un parti doté d'une base importante de membres, d'une gestion organisationnelle fermée et rigide, valorisant les recrutements externes et alimentant des sources de tensions internes. Voir S. SOARE, *Les partis...*, *op. cit.*

<sup>55</sup> L'évolution du degré de confiance dans les principales institutions de l'État témoigne d'une détérioration accentuée du capital de confiance du gouvernement et du parlement, atteignant les scores les plus bas depuis le début des années 1990.

de vue mathématique, ne lui permettant pas de dépasser le seuil électoral <sup>56</sup>. Lors des élections législatives, la CDR 2000 obtient 5,04% des voix à la Chambre et 5,29% au Sénat.

Les stratégies de la CDR 2000 se révèlent catastrophiques : l'alliance électorale ne réussit pas à dépasser le seuil électoral et le PNTCD se voit ainsi renvoyé dans l'opposition extraparlamentaire. Par la suite, sa périphérisation électorale s'accroît, jalonnée également par des changements successifs de leaders, des scissions, des réaménagements identitaires. De nos jours, le PNTCD traverse une période d'affaiblissement chronique. Dans la perspective des élections de 2004, il entame un réaménagement identitaire. A ce propos, en 2001, le « *țărănișm* » (l'identité paysanne) est officiellement abandonné pour une vision expressément interclassiste. Silvio Berlusconi est considéré comme le modèle à suivre et Forza Italia est présentée comme un étalon pour le parti. Symboliquement pour les hésitations du parti, en mars 2005, le PNTCD devient le parti populaire chrétien démocrate (PPCD) avant de revenir, un an plus tard, à l'appellation traditionnelle.

Dans ce contexte de tensions internes et d'hésitations identitaires, le parti ne réussit pas non plus à dépasser le seuil électoral aux élections de 2004. En rassemblant 1,86% des voix, l'opposition extraparlamentaire du PNTCD se prolonge. En juin 2007, le PNTCD a signé avec le PNL et l'Action populaire <sup>57</sup> l'acte constitutif du Pôle de centre-droit. Il est encore trop tôt pour comprendre la portée de cette alliance. D'ailleurs, dans la perspective des élections européennes de novembre 2007, les partis se présentent sur des listes individuelles.

### Conclusions

Au sortir de cette analyse, la première conclusion qui s'impose est qu'il y a finalement peu de continuité entre le PNT d'avant 1940 et le PNTCD contemporain. Le lien entre les deux partis est très visible au niveau des leaders fondateurs du parti après 1989, la plupart d'entre eux ayant été membres du PNT historique dans leur jeunesse mais la situation se complique quand nous faisons référence au profil identitaire. Certes, au niveau discursif, la continuité est régulièrement brandie par le PNTCD mais, dans les faits, deux mutations importantes contredisent le discours officiel.

La première est la promotion d'une identité politique nouvelle : la démocratie chrétienne. Calcul stratégique à la fin des années 1980, l'identité démocrate chrétienne s'impose rapidement comme une carte de visite valorisée presque exclusivement au niveau des rapports externes du parti. Plus précisément, cette carte de visite est la conséquence d'une stratégie de cooptation habilement menée par le parti populaire européen dans la région mais elle est aussi une source de bénéfices matériels et de crédibilité internationale pour le PNTCD.

---

<sup>56</sup> Selon la nouvelle loi électorale, les partis politiques ou les formations politiques doivent obtenir au moins 5% des votes valables exprimés au niveau national. En ce qui concerne les alliances politiques, le seuil de 5% est complété avec 3% des votes valables exprimés, à partir du troisième parti, l'augmentation du seuil par parti est de 1%, la valeur maximale de ce seuil est de 10% des votes valables exprimés au niveau national.

<sup>57</sup> Scission du PNTCD formée autour du président Constantinescu.



D'un autre côté, le PNTCD construit sa légitimité dans le présent presque exclusivement autour des repères discursifs anticommunistes. Au début des années 1990, le PNTCD est, avant tout, le promoteur d'une politique moralisatrice par rapport au passé communiste. Ce type de discours implique indirectement l'abandon de l'identité traditionnelle paysanne. Certes pendant presque quarante-cinq ans de communisme, les paysans avaient beaucoup changé. La réforme agraire du début des années 1990 avait aussi consacré leur allégeance au FSN (sous ses différentes appellations FDSN, PDSR, PSD). Mais il ne faut pas pour autant minimiser l'importance que le PNTCD accorde dans sa stratégie politique à la valorisation de son identité traditionnelle. L'identité agrarienne sert de substitut de légitimité ou autrement dit de label de qualité démocratique pour le parti. Au nom d'une filiation avec un repère connu du passé, un PNTCD inconnu en 1990 essaie de trouver sa place dans la compétition politique. Parti agrarien par calcul, plus que par volonté, le PNTCD conserve son blason uniquement en tant que source de crédibilité pour son discours principal, l'anticommunisme. Sa filiation lui confère un statut de parti démocratique par association avec la seule expérience démocratique de référence dans l'espace politique roumain au début des années 1990. Ce type de patchwork identitaire assure au PNTCD la visibilité politique pendant les années 1990 mais, dans un contexte de professionnalisation à un rythme accéléré de la vie politique, le parti rate l'occasion de s'adapter aux exigences concrètes d'un électorat confronté aux coûts de la transition. En même temps, aveuglé par le côté moralisateur du discours anticommuniste, il néglige sa reconstruction organisationnelle. Aux carences programmatiques s'ajoute ainsi une faiblesse organisationnelle, source de nombreuses scissions. Dès lors, la faillite politique que nous avons analysée n'est certainement pas celle de la représentation des paysans en Roumanie. Il s'agit plutôt de l'échec d'une reconstruction partisane ou d'un bricolage hybride entre du nouveau et de l'ancien qui ne garantit ni une continuité organisationnelle, ni une continuité idéologique au PNTCD.

Dès lors, la conclusion qui s'impose est que le paysan est un acteur politique passif dans la vie politique roumaine. Cette observation n'équivaut pas à la négation d'un conflit social lié aux intérêts spécifiques du monde rural. Tout au contraire, le monde rural paie très cher la transition économique mais il reste muet au niveau politique.

